

Mais la tendance centralisatrice du gouvernement ne se manifeste pas uniquement dans le domaine économique, loin de là. Le gouvernement a envahi les provinces, faisant intervenir Ottawa dans des domaines qui seraient mieux régis par les gouvernements locaux. Il a mis sur pied un nouveau ministère d'État chargé des affaires urbaines. Il s'est servi du MEER pour imposer ses vues à des provinces moins nanties. Encore dernièrement, il a tenté d'exclure tout à fait les provinces du domaine des communications, qui a pourtant des répercussions majeures sur l'éducation et la vie communautaire.

Le gouvernement fédéral s'est servi de son pouvoir d'achat pour s'immiscer dans des domaines de compétence provinciale, notamment les ressources, les loteries et, dernièrement, la taxe de vente. Il a tenté d'apporter unilatéralement des changements à des institutions nationales aussi fondamentales que le Sénat, la Cour Suprême et la monarchie, institutions qui n'appartiennent pas uniquement à un seul niveau de gouvernement au pays.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Les premiers ministres des quatre provinces de l'ouest ont présenté une très longue liste de cas d'ingérence fédérale dans des domaines de compétence provinciale, parce que le gouvernement actuel ne fait pas confiance aux provinces et ne leur permet pas de faire ce que la constitution leur donne le droit de faire.

Moins évidentes, mais tout aussi dangereuses, furent l'érosion continuelle de l'influence des groupes de bénévoles au Canada et la concentration à Ottawa des pouvoirs qui étaient entre les mains de Canadiens bénévoles. Par exemple, les clubs de services locaux jouaient auparavant un rôle fort important en aidant à la réalisation de projets de logements pour les citoyens à faible revenu. Maintenant, le gouvernement a cessé de les subventionner et a forcé beaucoup de ces organismes de bénévoles à fermer leurs portes.

De même, la politique de subventions de Sports Canada a réduit l'autonomie des groupes de sportifs bénévoles. Le programme Perspectives-Jeunesse contenait une condition qui décourageait l'appui aux projets approuvés par les gouvernements locaux. Le ministère du secrétariat d'État a mis sur pied son propre programme destiné à faire concurrence à l'Association canadienne des auberges de la jeunesse. La liste s'allonge, monsieur l'Orateur, et l'intention est claire.

Le gouvernement actuel ne fait pas confiance au Canadien moyen; il a donc mis sur pied toute une série de programmes officiels pour évincer les bénévoles. Nous n'ignorons pas non plus qu'il se méfie avant tout du Parlement, ce qui est regrettable. Le gouvernement nous cache des renseignements élémentaires tels que les statistiques sur lesquelles il fonde ses programmes économiques. Il refuse de répondre aux questions des députés sur le rôle de certains ministres dans les scandales qui ont éclaté à propos des services de sécurité, sur les mystérieuses commissions versées par l'Énergie atomique du Canada Limitée, sur la participation du gouvernement dans les cartels de l'uranium qui enfreignent les lois canadiennes ou encore sur l'affaire des Sky Shops ou les appels téléphoniques aux juges.

En vérité, une fois arrivé au pouvoir, il s'est empressé d'empêcher le Parlement d'exercer pleinement son droit de

regard sur les dépenses fédérales. Le premier ministre a déclaré que les députés redeviennent de purs inconnus une fois qu'ils ont quitté la colline parlementaire. Pendant les dix années qu'il a été au pouvoir, le gouvernement n'a eu de cesse d'empêcher le Parlement de demander au gouvernement de lui rendre des comptes.

Chose dangereuse dans notre régime de gouvernement, le premier ministre semble se méfier du cabinet autant qu'il se méfie du Parlement. L'essence même de notre régime de gouvernement est que les décisions de principe sont prises par les membres du cabinet. Il n'en est plus ainsi au Canada. Les véritables décisions sont prises par une élite choisie et isolée dans le bureau du Conseil privé et celui du premier ministre.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Je présume, monsieur l'Orateur, que la preuve la plus remarquable de ce changement a été fournie cet été quand le premier ministre a annoncé à la télévision ladite nouvelle politique économique sans avoir consulté au préalable ses ministres qui s'occupent des questions économiques. Il les a appelés après coup ou il a convoqué certains d'entre eux. Il a envoyé le ministre de l'Industrie et du Commerce au Japon.

Une voix: Un endroit de tout repos pour lui.

M. Clark: Tout ce que je demande maintenant, monsieur l'Orateur, c'est si un véritable ministre comme C. D. Howe aurait toléré un seul instant une pareille conduite.

Un éditorialiste—et je n'ignore pas combien le premier ministre tient la presse en haute estime—rapporte que même le sous-ministre des Finances ignorait tout du nouveau programme économique lorsqu'il a écouté le discours à la télévision.

La preuve a été faite que le cabinet n'est plus le lieu où l'on prend les décisions. Après tout, n'est-ce pas pour cette raison que Paul Hellyer a démissionné et que John Turner s'est opposé à la création d'un groupuscule d'économistes privés au service du premier ministre qui passe par-dessus la tête du ministre des Finances. Cela montre bien pourquoi le gouvernement s'inquiète si peu des problèmes régionaux ou des véritables préoccupations qui ne peuvent venir que des ministres qui doivent s'occuper non pas seulement de théories mais de questions politiques concrètes.

Il y a peu de talents au cabinet parce que le cabinet a peu de pouvoir. Les ministres forts le quitte, laissant les autres dans l'impossibilité de résister au dictat de la petite élite du premier ministre.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le pouvoir au Canada est passé du cabinet et en fait de la Fonction publique à une petite élite que le premier ministre a nommée et qui lui est tout dévouée. Une élite dont le chef, M. Pitfield, refuse de comparaître devant les comités parlementaires. Voilà en fin de compte, une chose qui est peut-être très dangereuse et qui montre que le gouvernement n'a pas confiance dans les gens qui l'ont élu pour les servir. Il ne faut pas se surprendre si les gens n'ont pas confiance dans le gouvernement.